



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Nº 2025_05

**Fourniture & acheminement en gaz naturel au profit de
l'Institution Nationale des Invalides
Centre d'Études et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés
(CERAH) à WOIPPY (57)**

Passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, R2123-1 (cas de recours à la procédure adaptée), R2123-4 (règles applicables), R2123-5 (négociation), L2125-1 1° (accord-cadre_ A-C), R2162-1 à R2162-6 (A-C), R2162-4 alinéa 2 (A-C à montant maximum uniquement), R2162-13 à R2162-14 (A-C à bons de commande) du Code de la Commande Publique.

Code CPV	09123000-7 Gaz naturel
Lieu d'exécution	INI/CERAH – 1 Bellevue – 57140 WOIPPY

SOMMAIRE

Article 1	Description du marché.....	4
1.1	Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Objet du marché	4
Article 2	Procédure de consultation.....	4
Article 3	Type et forme du marché.....	4
3.1	Allotissement	4
3.2	Type d'accord-cadre.....	4
Article 4	Durée du marché.....	4
Article 5	Pièces contractuelles.....	5
Article 6	Fourniture et acheminement de gaz naturel.....	5
6.1	Lieux de livraison.....	5
6.2	Spécifications techniques.....	6
6.3	Autorisation de fourniture en gaz naturel	6
6.4	Relations avec le GRD.....	6
6.5	Suspension de la fourniture de gaz naturel	6
Article 7	Prestations annexes	7
Article 8	Clause environnementale	7
Article 9	Obligations générales du titulaire	7
9.1	Obligation de conseil.....	7
9.2	Obligation d'information.....	7
9.3	Justificatifs administratifs	8
9.4	Evolution de la situation juridique du titulaire	8
Article 10	Obligations du pouvoir adjudicateur	8
Article 11	Autorisation expresse de collecte les données du GRD.....	8
Article 12	Obligation de confidentialité	8
Article 13	Condition de livraison	9
Article 14	Sous-traitance	9
Article 15	Prix.....	9
15.1	Structure tarifaire.....	9
15.2	Variation des prix	10
15.3	Avance.....	10
Article 16	Facturation et paiement	11
16.1	Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement du titulaire.....	11
16.2	Modalités de facturation pour les sous-traitants admis au paiement direct	11
16.3	Délais de paiement	12
16.4	Intérêts moratoires	12
Article 17	Assurances.....	13
Article 18	Garantie.....	13
Article 19	Pénalités.....	13
19.1	Dispositions générales applicables à l'ensemble des pénalités.....	13

19.2	Pénalité en cas de non-respect de la date de bascule ou de la date de rattachement ou détachement d'un point de livraison du fait du nouveau fournisseur.....	13
19.3	Pénalité pour interruption de fourniture.....	13
19.4	Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel	13
19.5	Pénalité pour travail dissimulé.....	14
Article 20	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	14
Article 21	Protection des données personnelles.....	14
Article 22	Résiliation.....	15
Article 23	Litiges	15
Article 24	Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.	15

Article 1 Description du marché

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique (CCP) est :

L'Institution nationale des Invalides, établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles L.621 1 à L.622 8 et R.621 1 à R.622 22 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – SIRET № 180 007 023 00013 - APE № 8610Z - № de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides, 6 boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris CEDEX 07 – France.

Représentée par le médecin général Inspecteur Sylvain AUSSET, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

1.2 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture et l'acheminement de gaz naturel pour l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins du Centre d'Études et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés (CERAH) à WOIPPY (57).

Article 2 Procédure de consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

Article 3 Type et forme du marché

3.1 Allotissement

Le présent marché est un marché ordinaire. Il n'est pas alloti. Le marché ne comporte ni tranche, ni phase.

3.2 Type d'accord-cadre

La consultation est passée sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande conclu à prix unitaires et forfaitaires en application des articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique, défini comme suit :

Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant maximum 36 mois
Sans	40 000 € HT	120 000 € HT

Article 4 Durée du marché

La durée d'exécution du présent marché est fixée à 36 mois.

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 09 juillet 2025 au 08 juillet 2026.

À l'issue de cette période initiale, le marché pourra être reconduit tacitement deux fois, pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède trente-six (36) mois :

- 1re période de reconduction : du 09 juillet 2026 au 08 juillet 2027 ;
- 2e période de reconduction : du 09 juillet 2027 au 08 juillet 2028.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Toutefois, la personne publique peut décider de ne pas reconduire le marché. Cette décision devra faire l'objet d'une notification expresse au titulaire au plus tard le 08 juillet de l'année en cours. À défaut, le marché sera reconduit automatiquement pour la période suivante.

Article 5 Pièces contractuelles

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent marché sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe le Bordereau des prix ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes nationales et européennes en vigueur applicables aux prestations objet du marché ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire ;
- Toute pièce remise par le titulaire dans son offre.

En cas de discordance entre les pièces du marché remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par le pouvoir adjudicateur dans ses archives, ces derniers font, seuls, foi.

Le CCAG-FCS et les normes nationales et européennes visées au présent articles, étant des documents à portée générale, sont réputés connus et ne sont pas joints au dossier de consultation du présent marché. Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site <https://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le Cahier des Clauses Particulières.

Article 6 Fourniture et acheminement de gaz naturel

6.1 Lieux de livraison

Le marché comprend la fourniture du gaz nécessaire au chauffage et à la production de l'eau chaude sanitaire, son acheminement jusqu'au point de comptage client et la livraison. En outre, il inclut la gestion du contrat d'accès au réseau de distribution.

Les points de livraison objets du présent marché sont situés en France métropolitaine (hors Corse).

A l'exception des défauts de fourniture liés à une défaillance des réseaux de transport ou de distribution, le titulaire est responsable de la garantie de fourniture des quantités nécessaires de gaz naturel rendues sur sites.

Le titulaire est tenu d'assurer 24h/24 et 7 jours/7, sans interruption, la continuité de la fourniture de gaz conformément aux dispositions de l'article L121-32 du code de l'énergie.

Les points de livraison objets du présent marché sont les suivants :

Site	Centre d'Études et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés
Adresse	1, Bellevue Route de Rombas 57140 Woippy
PCE	02212310574383
CAR 2024 en Kwh	547 700 Kwh
Profil de consommation 2024	P017

Les volumes de consommation annuel indiqués au présent article n'engagent pas le pouvoir adjudicateur pour de

futures consommations. Il ne pourra y avoir de pénalité sous quelque forme que ce soit, si la consommation annuelle n'est pas identique à l'estimation de consommation basée sur les consommations de l'année 2024.

6.2 Spécifications techniques

Le titulaire doit être en mesure de produire sans délais, à la demande du pouvoir adjudicateur, les certificats d'origine du gaz naturel acheminé aux PDL objets du présent marché.

Le contrat d'Accès des Tiers au Réseau de transport (ATRT) et le contrat d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) qui définissent les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de transport et de distribution du gaz pourront être sollicités au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

6.3 Autorisation de fourniture en gaz naturel

Pendant toute la durée du marché, le titulaire doit posséder une autorisation de fourniture de gaz naturel, délivrée par le Ministère Français en charge de l'énergie exigée en vertu de l'article L443-1 du Code de l'énergie. En cas de changement de l'étendue de l'autorisation, le titulaire devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le 1er janvier de chaque année, le titulaire se devra de fournir une copie de l'attestation à jour ou tout document validant le contenu de l'autorisation remise lors de la consultation et faisant état des modifications éventuelles.

6.4 Relations avec le GRD

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire le rôle d'interface avec les services des opérateurs en charge de l'acheminement du gaz naturel. Le titulaire se chargera donc de l'ensemble des échanges nécessaires à l'accomplissement du présent marché. Le titulaire informera toutefois en toute transparence le pouvoir adjudicateur de l'objet et de la nature de ces échanges. En particulier, le titulaire se charge des démarches suivantes auprès du GRD :

- Demande et suivi des bascules ;
- Ajout ou retrait de PDL.

Au début du marché, le titulaire accomplit les démarches nécessaires auprès du gestionnaire du réseau, afin que la fourniture en gaz du point de livraison objet du présent marché, débute à la date précisée à l'article 4 du présent C.C.P. Les éventuels coûts liés aux relevés exceptionnels des index des compteurs seront à la charge du titulaire. La mise en place du marché ne devra occasionner aucune rupture de l'alimentation en gaz.

6.5 Suspension de la fourniture de gaz naturel

La fourniture de gaz naturel pourra être suspendue à l'initiative de l'une ou l'autre des parties :

- En cas d'apparition de contraintes insurmontables liées à des phénomènes extérieurs non maîtrisables (accident ou vandalisme par exemple) ou aux limites de la technique appréciées au moment de l'apparition de l'interruption ;
- En cas de mise hors service d'ouvrages imposés par les pouvoirs publics ou le gestionnaire de réseau pour des motifs de sécurité publique ou de police.

La suspension de la fourniture de gaz naturel se prolongera jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour permettre la livraison de combustible dans des conditions normales de sécurité.

Il est précisé que la suspension de la fourniture de gaz naturel et la remise en service définies au présent article ne feront pas l'objet d'une facturation complémentaire de la part du titulaire.

Article 7 Prestations annexes

Le titulaire fournit les prestations annexes suivantes :

- Un interlocuteur unique : l'attributaire devra fournir les coordonnées d'un interlocuteur unique commercial et technique au sein de la société et d'un suppléant.
- Un espace internet dédié : l'attributaire met à disposition du pouvoir adjudicateur un site ou une plateforme électronique afin que ce dernier puisse librement consulter les coordonnées du point de livraison, le tarif et la description des prestations, l'historique des factures, l'historique de la consommation, l'historique des demandes d'intervention, etc. Le pouvoir adjudicateur devra également disposer des outils lui permettant de réaliser des demandes d'intervention ou d'information à toute heure.
- Des factures conformes aux dispositions de l'arrêté du 18 avril 2012 relatif aux factures de fournitures d'électricité ou de gaz naturel à leurs modalités de paiement et aux conditions de report ou de remboursement des trop-perçus.
- L'envoi d'alertes en cas de sur-consommations et de consommations anormales.
- La prise en charge des démarches administratives et techniques courantes et ponctuelles auprès de l'opérateur responsable de l'acheminement.

Le coût de ses services sera inclus dans le prix proposé par l'attributaire et ne fera donc pas l'objet d'une facturation complémentaire.

Article 8 Clause environnementale

Dans une logique de responsabilité environnementale et de transition énergétique, les candidats sont invités à présenter les mesures qu'ils mettent en œuvre pour limiter l'impact écologique de leur prestation. À ce titre, seront particulièrement valorisées les propositions intégrant une part de gaz d'origine renouvelable (gaz vert) ou des dispositifs de compensation carbone.

Seront également prises en compte, dans l'évaluation, les démarches globales de réduction de l'empreinte environnementale, telles que la dématérialisation des documents, l'optimisation des livraisons ou l'engagement dans une politique RSE structurée.

Article 9 Obligations générales du titulaire

9.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte permanent, notamment s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Plus généralement, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes de fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement à cette obligation d'information, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler.

9.3 Justificatifs administratifs

Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin d'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

9.4 Evolution de la situation juridique du titulaire

En cas de modification juridique significative, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer dans les plus brefs délais les documents explicitant ce changement.

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur, qui ne pourra le refuser sans motif légitime. Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements sollicités au règlement de la consultation au titre de la candidature du titulaire concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé. La cession du marché acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché.

Article 10 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur prend toute disposition pour permettre l'accès et le relevé de ses compteurs par le gestionnaire de réseau.

Le pouvoir adjudicateur maintient à ses frais ses installations de gaz naturel de manière à éviter tout trouble de fonctionnement sur le réseau de distribution publique exploité par le gestionnaire de réseau et à ne pas compromettre la sécurité des personnes qui interviennent sur ce réseau, ni celle du public. Le titulaire n'est pas tenu responsable en cas de défauts des installations intérieures du pouvoir adjudicateur.

Article 11 Autorisation expresse de collecte des données du GRD

Le titulaire est autorisé à recueillir, auprès du GRD, les données techniques et l'historique des consommations du PDL indiqué à l'article 6.1 du présent CCP. L'usage de ces données est strictement limité à l'exécution du présent marché. Ces données doivent être détruites à l'issue du marché.

Article 12 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ni trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de

divulgarion, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Article 13 Condition de livraison

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G-F.C.S, la livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes : les livraisons seront attestées par le relevé des compteurs de fourniture de gaz sur la base des relevés d'index de consommations et à partir des relevés semestriels (T2) ou mensuels (T3) et des estimatifs de facturation.

Article 14 Sous-traitance

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans le cas où la demande est présentée en cours d'exécution du contrat, afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr>). Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le pourcentage maximum du montant d'un bon de commande à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement préalablement à l'intervention du sous-traitant. En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

Article 15 Prix

15.1 Structure tarifaire

Le prix proposé dans l'annexe financière repose sur la cotation officielle du gaz en date du **02 juin 2025**, issue de la plateforme la plus représentative des prix de marché à la date de référence.

Tous les candidats devront indiquer ce prix à la même date, garantissant ainsi une comparaison équitable des offres.

Le titulaire s'engage à garantir ce prix pour toute la durée d'exécution du marché.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées :

Par un prix forfaitaire global en € HT/an prenant en compte les éléments suivants :

- Coût du transport (ATRT), coût fixe de distribution (ARTD) et l'abonnement.

La TVA en vigueur s'appliquant sur ces éléments est à hauteur de 5.5 %.

- Par des prix unitaires en € HT/kWH prenant en compte le prix de la quantité de l'énergie fournie hors acheminement et le prix de la quantité d'acheminement ARTD. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement livrées ou estimées lors de la facturation et confirmées lors du prochain relevé de

compteur.

La TVA en vigueur s'appliquant sur ces éléments est à hauteur de 20 %.

- Par le coût unitaire de l'obligation liée aux certificats d'économie en € HT/kWH tel que visé aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie.

La TVA en vigueur s'appliquant sur ces éléments est à hauteur de 20 %.

Par les taxes et contributions liées au gaz naturel (chacune des composantes sera définie individuellement) :

- La contribution tarifaire acheminement (CTA) en € HT/an ;
- La taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) en € HT/MWH La TVA s'applique à hauteur de 5,5 % sur la CTA, et de 20,0 % sur la TICGN.

Les prix sont détaillés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Le montant global annuel devra être précisé dans l'acte d'engagement en € HT et TTC.

Ces postes intègrent obligatoirement l'ensemble des frais du titulaire dont notamment les frais fixes, les frais liés à la fourniture de la molécule de gaz naturel, les frais liés à la part distribution et transport, les frais liés au stockage de la molécule, toutes autres obligations et frais du fournisseur, ainsi que les frais liés aux services listés aux articles 7 et 8.

Par ailleurs, la règle des arrondis suivante s'applique :

- si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centime supérieur ;
- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centime inférieur.

15.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables durant toute la durée du marché, hors variation des coûts d'acheminement de transport (ATRT) et de distribution (ATRD). Ces coûts sont soumis à des évolutions législatives et réglementaires qui seront répercutées dans le prix du gaz à compter de leur date d'application. Le titulaire en informe expressément le pouvoir adjudicateur, si possible avant l'entrée en vigueur de l'évolution tarifaire et en toutes circonstances au moment de son applicabilité. A l'appui de cette information, le titulaire explicitera le fondement réglementaire et le montant ou le pourcentage de variation tarifaire.

Les taxes et contributions seront facturées à l'euro selon leurs valeurs légales.

15.3 Avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles L. 2191-2 à L.2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191- 19 du Code de la commande publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable par application à l'article L.2191-3 du code de la commande publique.

L'option retenue au sens de l'article 11.1 du CCAG-FCS est l'option B. Cette avance est égale à 5 % du montant initial du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Cette garantie portera sur la totalité du montant de l'avance. Elle ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et 12 du Code de la commande publique.

Article 16 Facturation et paiement

16.1 Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement du titulaire

Les factures mensuelles à terme échu sont transmises sous forme dématérialisée à l'INI (N° de SIRET : **180 007 023 00047** ; Code service : **CERAH**) sur le site Internet Chorus Pro (ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>), par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être inscrit sur le site chorus pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Chaque facture est accompagnée, le cas échéant, de la décision de réception qui lui aura été notifiée par la personne publique.

Chaque facture devra impérativement comprendre :

- les mentions obligatoires listées à l'article D.2192-2 du CCP et à l'article 242 nonies A du Code général des impôts, notamment :
 - Le numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture),
 - La date d'émission de la facture ;
 - Le montant de la facture HT, TTC et le montant de la TVA (y compris le montant de la TVA relatif aux prestations sous-traitées) ;
 - L'identification du titulaire (raison sociale, adresse, N° de SIRET, N° de TVA Intracommunautaire) ;
- le numéro de marché (en page de garde de l'acte d'engagement) et l'intitulé du marché ;
- le numéro d'acompte et, pour la dernière facture, la mention du solde, accompagné du DGD ;
- la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d'identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant à l'acte d'engagement.

Cession et nantissement de créance

En application de l'article R.2191-46 du CCP et sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie certifiée conforme à l'original de l'acte d'engagement délivrée pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance. En application de l'article R.2191-54 de ce même Code, le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire dont les coordonnées figurent dans l'acte d'engagement.

Les cessions ou nantissements de créance demandés par des sous-traitants se font selon les modalités définies à l'article R.2193-22 du CCP.

16.2 Modalités de facturation pour les sous-traitants admis au paiement direct

La facture du sous-traitant relative aux opérations concernées par l'autoliquidation est établie HT et ne mentionne pas la TVA exigible.

Cependant, elle doit faire apparaître distinctement que la TVA est due par le titulaire assujetti en portant la mention "TVA due par le preneur assujetti ; autoliquidation en application de l'article 242 nonies A, I-13° de l'annexe II au CGI" ou simplement "Autoliquidation", justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant.

En application des articles R.2193-11 à R.2193-14 du CCP, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché sous forme dématérialisée sur le site Internet Chorus Pro (ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>) par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Les informations à renseigner par le sous-traitant sont :

- Le titulaire du marché,
- Le service financier de l'Institution nationale des Invalides : N° de SIRET : **180 007 023 00047**;
- Code service : **CERAH**

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- les mentions obligatoires listées à l'article D.2192-2 du CCP et à l'article 242 nonies A du Code général des impôts, notamment :
 - Le numéro de la facture ;
 - La date d'émission de la facture ;
 - Le montant de la facture HT et la mention "Autoliquidation" (le montant de la TVA est payé par le titulaire : extrait du Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-TVA-DECLA-10-10-20-20140124, paragraphe 538) ;
 - L'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, N° de SIRET, N° de TVA Intra-communautaire) ;
- le numéro de marché (en page de garde de l'acte d'engagement) et l'intitulé de la tranche ;
- si le règlement se fait en plusieurs fois, le numéro d'acompte et, pour la dernière facture, la mention du solde ;
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision de la tranche concernée) ;
- la domiciliation bancaire du sous-traitant imprimée sur la facture ou un relevé d'identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant à l'acte d'engagement ou à l'acte de sous-traitance.

Paiement direct : paiement à 30 jours, dans les conditions précisées à l'article R.2192-22 du CCP

Le paiement direct est automatiquement appliqué à partir d'un montant sous-traité de six cents euros toutes taxes comprises (600 € TTC), conformément à l'article R.2193-10 du CCP.

Conformément à l'article R.2193-17 du CCP, le sous-traitant bénéficie de l'avance.

Le sous-traitant peut bénéficier également d'acomptes sous réserve d'acceptation du titulaire, sur la base d'une attestation de celui-ci (circulaire du 7 octobre 1976 modifiée par la circulaire du 31 janvier 1983).

Paiement indirect : obligation d'une caution personnelle et solidaire

Si le sous-traitant ne bénéficie pas du paiement direct (montant sous-traité inférieur à 600 € TTC ou sous-traitant de second rang), c'est l'entrepreneur principal et non le maître de l'ouvrage qui paie le sous-traitant.

L'entrepreneur principal est tenu de délivrer au sous-traitant une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement, dans les conditions précisées à l'article L.2193-14 du CCP.

Nantissement ou cession de créance

Conformément à l'article R.2193-22 du CCP, le sous-traitant admis au paiement direct peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance. Si la sous-traitance est déclarée en cours de marché, l'exemplaire pour nantissement éventuellement remis au titulaire doit être restitué pour être modifié.

16.3 Délais de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à 30 jours maximum conformément à l'article R.2192-10 du CCP.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du CCP, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

16.4 Intérêts moratoires

Conformément à l'article L.2192-13 du CCP, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires sont calculés conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R2192-35 du CCP.

Le délai de paiement des intérêts moratoires est celui fixé par l'article R2192-36 de ce même Code.

Article 17 Assurances

Les dispositions de l'article 9 du C.C.A.G. – F.C.S s'appliquent.

Article 18 Garantie

Les dispositions de l'article 33 du C.C.A.G. – F.C.S s'appliquent.

Article 19 Pénalités

19.1 Dispositions générales applicables à l'ensemble des pénalités

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire. Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Les pénalités sont cumulables et ne sont pas assujetties à la TVA. Par dérogation à l'article 14.1.3. du C.C.A.G-F.C.S., il n'y a pas d'exonération de pénalité en fonction de leur montant.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

19.2 Pénalité en cas de non-respect de la date de bascule ou de la date de rattachement ou détachement d'un point de livraison du fait du nouveau fournisseur

En cas de retard dans le rattachement du point de livraison imputable au titulaire du marché, ou si le titulaire du marché n'a pas fait les démarches auprès du GRD suite à la notification du marché, le titulaire sera redevable d'une pénalité journalière forfaitaire de 500 € HT par jour calendaire de retard.

19.3 Pénalité pour interruption de fourniture

En cas d'interruption de fourniture imputable au titulaire du marché, une pénalité journalière forfaitaire de 500 € HT par jour calendaire de retard pourra lui être imputée. Une interruption de livraison de plus de 6 h consécutives est assimilée à un retard d'un (1) jour.

19.4 Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

- Pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard en cas d'absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle ;

- Pénalité forfaitaire de 200 € HT pour méconnaissance d'une des obligations prévues par la réglementation.

19.5 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant de 500 € HT par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Article 20 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à l'article 45.1 du C.C.A.G. – F.C.S.

Par dérogation à cet article, l'exécution aux frais et risques peut s'appliquer à toutes les prestations dont les délais d'exécution ne sont pas respectés, avec ou sans résiliation du marché.

Article 21 Protection des données personnelles

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données.

Les traitements de données personnelles réalisés par le pouvoir adjudicateur lors de cette procédure ont pour finalité d'assurer l'exécution de la procédure et de communiquer avec le titulaire.

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

La personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Article 22 Résiliation

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes.

En complément à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation aux torts du titulaire pourra être effectuée, sans indemnité, dans les cas suivants :

- pour toute interruption de fourniture, du fait du titulaire, ou toute prestation non conforme, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure du titulaire de remédier à ces défauts dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure.
- dès lors que le titulaire cumule plus de trois pénalités au cours des 12 mois précédents.
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire, les prestations pourront être exécutées à ses frais et risques.
- en cas de refus de produire les pièces indiquées article D.8222-5 du Code du Travail (D.8222-7 si le titulaire est domicilié à étranger).
- en cas de non fourniture des justificatifs d'assurances dans les deux mois suivants la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur, le présent marché sera automatiquement résilié sans que le titulaire ne puisse exiger d'indemnité.
- en cas de non transmission par le titulaire des justificatifs relatifs à l'autorisation de fourniture de gaz naturel indiqués à l'article 6.3 ci-avant dans les deux mois suivant la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur, le contrat serait alors automatiquement résilié sans que le titulaire ne puisse exiger aucune indemnité.

En cas de défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché, sans indemnité, pour la partie qui continue à courir jusqu'à sa date d'expiration, et de faire supporter aux frais et aux risques du titulaire, toutes dépenses supplémentaires rendues indispensables pour garantir prestations restantes.

Article 23 Litiges

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractant, à savoir : le Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Article 24 Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Articles du C.C.P.	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 5	Article 4.1
Article 13	Article 21
Article 19	Articles 14.1.1 et 14.1.3